

Peut-on parler éthique en politique électorale ?

Cette question peut paraître embêtante, embarrassante, illusoire et provocante. Et pourtant, qu'il s'agisse de la politique en général ou de la politique électorale en particulier, l'éthique reste incontournable si l'on veut construire un Etat de droit.

A moins d'un mois depuis le lancement officiel du renouvellement du fichier électoral au Sud-Kivu, l'on assiste à l'effervescence des partis politiques et des candidats aux élections présidentielles et législatives prévues en 2011.

Commence alors le grand déménagement, le grand rush vers les autres formations politiques et vers les citoyens. La recherche d'un nouveau «refuge» est aussitôt lancée. C'est le cas de certains élus qui ont décidé de rejoindre les grosses cylindrées politiques, à l'image du PPRD, de l'UDPS ou du MLC.

Le phénomène « exportation de l'électorat » bat le record : tantôt les camions ou les bus sont loués et réquisitionnés, tantôt les frais de transport et l'argent de poche sont distribués pour faciliter le déplacement des citoyens des villes vers les villages pour gonfler l'électorat. En même temps, la rupture-continuité politique entre l'équilibrisme et le tribalisme défile en filigrane : si le cota du nombre des candidats dépendrait du nombre d'électeurs enrôlés par circonscription électorale, l'on devrait se garder d'assister à une campagne électorale à caractère tribal. L'exportation à base tribale observée vers Kaziba, Fizi, Mwenga, Kalehe ou Uvira soulève la question de savoir à base de quoi, ces exportés électeurs consentent à aller s'enrôler dans leurs territoires ou villages d'origine ? Combien d'entre ces exportés connaissent ou maîtrisent le projet de société de formations politiques ou de leurs futurs candidats ?



Le Pasteur Dr. Isaac Kitoka Moke Mutondo est Docteur en éthique politique et enseigne les cours d'éthique et de théologie à l'Université Evangélique en Afrique (RD Congo). Théologien, éthicien et politiste, il consacre ses analyses et réflexions sur la refondation de l'Etat à travers l'émergence des cultures démocratique, juridique et de paix.

Qui trompe qui ?

Dans un contexte de « politique a-éthique ou sans éthique » qui est celui de la RD Congo, il est temps de ramener en surface les quatre vertus cardinales de prudence, de justice, de la force et de la tempérance proposées par Platon (*République*, 428 A-429 A).

C'est ici où se pose donc, et avec acuité d'ailleurs, la vieille question de Max Weber de savoir s'il est possible de faire la politique et rester moralement irréprochable (*Le savant et le politique*).

Le jeu de la jungle dans lequel se lancent les futurs candidats et leurs prétendants électeurs nécessite une dose d'éthique si l'on veut sortir la RD Congo de sa situation de pays de l'injustice distributive, de violation des droits humains, des humiliations, de mauvaise gouvernance, d'insécurité généralisée et de confiscation de la souveraineté du peuple par les gouvernants.

Du côté des citoyens, il est temps d'évaluer le réalisme des futurs candidats par rapport à leurs promesses faites lors des élections de 2006 et éviter de se laisser rouler par l'« assitancialisme » événementiel de politiciens professionnels ; du côté des futurs candidats, le principe « Tumuku tumukwe¹ » devrait être capitalisé non seulement comme sanction infligée aux candidats indésirables en 2006, mais aussi comme l'expression de l'infidélité, de la malhonnêteté, du matérialisme, du vagabondage politique et du déficit de la culture démocratique qui caractérisent la majorité des Congolais.

La vertu politique de *prudence* est donc nécessaire tant du côté des électeurs que de celui des candidats aux élections de 2011.

La question de la *Justice* comme vertu éthique en politique électorale nécessite, elle aussi, une attention particulière. Dans une démocratie libérale décentralisée du type « one man, one vote », la justice doit être faite à toutes les formations et les ambitions politiques d'une part, et à tous les citoyens de l'autre. La confiscation ou la prise en otage des médias, des infrastructures ou biens publics par une seule formation politique en défaveur des autres est une flagrante violation du principe de base de la démocratie libérale décentralisée.

Du côté des citoyens, aucun Congolais ne devrait être frustré, arrêté, fouetté ou privé de s'enrôler à cause de ses positions ou de son appartenance politique. Les pratiques du favoritisme et monnayage des jetons pour accéder à l'enrôlement doivent cesser si le vote est un droit inaliénable de chaque Congolais.

En politique électorale, la vertu de *force* ne consiste pas à disperser ou faire arrêter les citoyens par la police, les services de renseignement ou par l'armée, mais dans la capacité à convaincre et à mobiliser l'électorat par un projet de société qui répond aux aspirations des citoyens. Chaque candidat

ou parti politique devrait avoir une efficace stratégie de socialisation politique qui amène les citoyens à s'identifier dans son projet de société.

Il est vrai que les partis politiques en RD Congo demeurent les partis des cadres et pas de masse. Le leadership charismatique développé et entretenu par les « *paters familias* » des partis politiques bloque l'appropriation de ces derniers par les citoyens.

La vertu de *tempérance* inclut, en politique électorale, l'éthique de la discussion ou du débat (s'il faut utiliser le terme cher aux politiciens).

La culture de l'intolérance, des injures, de destruction et du manque de respect d'opinions d'autrui qui caractérise la majorité des politiciens et « fanatiques » des partis politiques ne favorise pas un climat de paix avant, pendant et après le processus électoral en vue.

La démocratie étant un système politique de l'argumentaire, du débat, de la tolérance politique et de la liberté d'expression, la tempérance est inévitable pour engager la population dans un processus électoral réussi.

Et la société civile dans tout ça ?

Pendant que les partis politiques ont commencé à mobiliser les citoyens pour les élections, la société civile devrait se lancer dans un processus de socialisation politique des citoyens pour leur permettre d'aller aux élections étant bien avertis.

Une politique électorale sans éthique ne peut conduire qu'aux catastrophes comme c'était le cas en Côte d'Ivoire.

Pasteur Dr. Isaac Kitoka Moke Mutondo

¹ Mangeons ses biens et fuyons-le.